

La Lettre Hebdomadaire

N° 349 du lundi 09 Septembre 2019

“ Comment s’ouvrir au « monde nouveau » pour une organisation professionnelle ? ”

Notre ancien Délégué général, le politologue **Jean-Pierre Helbert** a décrypté pour nous les travaux de la REF (Réunion des Entrepreneurs de France) au cours de laquelle le MEDEF s’est interrogé sur le rôle, le positionnement, les valeurs, le fonctionnement de son organisation. L’exercice n’est pas nouveau mais Il est salubre dans un environnement de plus en plus complexe.

"Les moments de crise produisent un redoublement de vie chez les hommes. Dans une société qui se dissout et se recompose, le choc du passé et de l'avenir, le mélange des moeurs anciennes et des moeurs nouvelles forment une combinaison transitoire qui ne laisse pas un moment d'ennui."

(Chateaubriand - mémoires d'outre - Tombe).

L'Histoire contemporaine du CNPF - MEDEF est ainsi ponctuée de remises en cause. Certaines ont été fondamentales et ont été fondatrices comme le fit **Yvon Gattaz** en saisissant l'opportunité de l'alternance présidentielle et législative de 1981 pour positionner le CNPF d'alors sur une ligne "transpolitique" en rupture avec celle de la seule recherche d'influence qui prévalait alors.

Ernest-Antoine Seillière et **Denis Kessler** ont poursuivi sur la même voie, après les 35 heures, pour privilégier le contrat sur la loi par liaison soutenue avec les syndicats réformistes, en premier lieu, la CFDT de **Nicole Notat**.

*« En 2019, **Geoffroy Roux de Bézieux**, avance sur le terrain d'une refondation du rôle du MEDEF dans le contexte mondialisé des interconnexions digitales. Le positionnement acquis et fixé depuis plus de 30 ans n'est évidemment pas en cause, en revanche, les perspectives d'utilité sociétale, voire sociale du MEDEF sont reconsidérées dans le sens d'une ouverture à ce qui fait la société civile dans ses nouveaux périmètres et manifestations »* écrit **Jean-Pierre Helbert**.



Le Président de la CPME, **François Asselin** a, de son côté, considérant que la France traverse une crise sociétale incarnée par le mouvement des Gilets jaunes, résolument redéfini l'action de sa confédération pour accompagner les TPE-

PME pour traverser les mutations et défis de société d'aujourd'hui.

La difficulté pour une organisation professionnelle entrepreneuriale est en effet d'apparaître déconnectée de la base des chefs d'entreprise, centralisatrice, en quelque sorte trop parisienne ou « hors sol ». A l'instar des électeurs qui disent aimer leur maire mais pas « les politiques », nombre de chefs d'entreprise ne se reconnaissent pas ou plus dans les organisations qui les représentent. Et cette « distance » a permis au Président de la République de théoriser sur le déclin ou l'inutilité des corps intermédiaires qui sont pourtant indispensables.

Cette prise en compte est donc majeure ; elle constitue cependant un exercice contraignant pour une organisation structurée pour en assurer la durée mais composée d'un « archipel » d'organisations qui tiennent à leur singularité.

L'exercice de réflexion engagé est salutaire mais le passage au concret, par nature, est compliqué. Il suppose de laisser du temps à son initiateur.

La FEDOM, forte de toutes ses organisations dans tous les territoires ultramarins et des entreprises qui l'ont rejointe, continue aussi cette mutation indispensable à son évolution.

Nous nous sommes en effet attachés depuis des années à être une organisation au service de ses adhérents, s'efforçant de défendre l'entreprise ultramarine de façon pragmatique et très concrète. En méditant que « *La politique ne devient grande que lorsqu'elle écoute aussi les petits.* »

FLASH SPECIAL

Création par la FEDOM d'un outil d'évaluation des délais de paiement

La FEDOM a mis en place un outil innovant permettant l'évaluation en ligne des délais de paiement des factures des entreprises par les acheteurs publics. Son objectif : quantifier le volume des créances dues et les délais moyens de paiement réels. Les résultats obtenus nous permettront de dresser une cartographie de la dette réelle à l'égard des entreprises par territoire, par collectivité et par type d'acheteur. Cet outil mis en place par les équipes techniques de la FEDOM ne sera pleinement efficace que s'il est renseigné par un maximum d'entreprises ; merci à tous de prendre le temps de le relayer à toutes les entreprises que vous connaissez.

Accéder au logiciel : <HTTPS://DELAISPAIEMENTS.FEDOM.ORG/>

La FEDOM remet en place le simulateur en ligne sur les exonérations de charges sociales patronales

Le nouveau régime d'exonération de charges sociales patronales outre-mer qui a remplacé au 1er janvier 2019 l'ancienne « LODEOM sociale » et le CICE majoré outre-mer, a été mis en place. La FEDOM a remis en place son outil de simulation pour obtenir un maximum de remontées et de renseignements de la part des entreprises des territoires concernés par la réforme - à savoir Martinique, Guadeloupe, Guyane et La Réunion- pour pouvoir quantifier l'impact de la réforme sur les différents secteurs d'activités dans la perspective des prochaines discussions sur le sujet.

Accéder au logiciel : <HTTPS://SIMULATEUR.FEDOM.ORG/>

DU CÔTÉ DU GOUVERNEMENT

4e rencontres nationales du tourisme outre-mer

Les 4e rencontres nationales du tourisme outre-mer se dérouleront le 30 septembre 2019 au Centre Pierre Mendès France du Ministère de l'économie et des finances. Elles permettront de découvrir le nouveau Conseil stratégique du tourisme Outre-mer (CSTOM), comme cela était annoncé dans le Livre bleu outre-mer paru en juin 2018. Ces rencontres permettront également de se réunir autour de thématiques variées telles que la biodiversité, l'innovation digitale, la personnalisation de l'offre touristique ou encore le tourisme de croisière.

Pour s'inscrire : [HTTP://WWW.OUTRE-MER.GOUV.FR/4E-RENCONTRES-NATIONALES-DU-TOURISME-OUTRE-MER](http://www.outre-mer.gouv.fr/4e-rencontres-nationales-du-tourisme-outre-mer)

DU CÔTÉ DES COLLECTIVITES

Le Président chilien Pinera "intéressé" par un câble Chili-Tahiti

En visite officielle actuellement au Chili, le président de la Polynésie française, **Edouard Fritch**, s'est entretenu avec le président chilien Pinera sur la question du projet de câble sous-marin de télécommunications entre la Polynésie française et le Chili. **Edouard Fritch** a souligné l'importance de la connectivité entre l'Amérique du Sud et l'Asie, deux régions ayant à la fois une population nombreuse et un fort potentiel économique.

En savoir plus : [HTTPS://WWW.TAHITI-INFO.COM/LE-PRESIDENT-PINERA-INTERESSE-PAR-UN-CABLE-CHILI-TAHITI_A184690.HTML](https://www.tahiti-infos.com/le-president-pinera-interesse-par-un-cable-chili-tahiti_a184690.html)

RAPPORTS, ETUDES ET AVIS

Délais de paiement : la situation continue de s'aggraver

L'IEDOM (Institut d'émission des départements d'outre-mer) a publié le 3 septembre son rapport annuel portant sur les délais de paiement pratiqués notamment par les organismes publics des départements d'outre-mer ainsi que des collectivités de Saint-Barthélemy, Saint-Martin et Saint-Pierre-et-Miquelon

L'examen des données bilancielle montre que si le délai global de paiement moyen de l'État dans les départements d'outre-mer s'améliore de 2 jours en 2018, le délai global de paiement du secteur public local et hospitalier s'établit quant à lui à plus de 66 jours à fin 2018, soit plus du double du plafond réglementaire de 30 jours et s'éloigne significativement de la moyenne nationale (27,5 jours en 2018).

Cette situation préoccupante pénalise on le sait, la trésorerie de nos entreprises, mettant en difficulté les plus fragiles d'entre elles, et plus particulièrement dans le secteur de la construction (délais clients moyens de 123 jours), mais également dans celui des services aux entreprises (94 jours) et des transports (92 jours).

Sur la base de ces constats, l'IEDOM conclut « *qu'il est urgent d'entreprendre une action vigoureuse de lutte contre les retards de paiement afin de limiter les risques graves qu'ils font courir à l'ensemble des économies ultramarines.* » Une mission diligentée par le ministère des Outre-mer va prochainement rendre son rapport mais il est aussi encore temps de répondre au simulateur mis en place par la FEDOM pour nous permettre de peser dans les négociations à venir.

En savoir plus : Rapport annuel sur les délais de paiement dans les DOM

Commentaire FEDOM : ce sujet fait l'objet d'un suivi particulier de la FEDOM, qui, comme annoncé a mis en ligne un simulateur à destination des entreprises pour qu'elles renseignent leur réalité en termes de délais de paiement. Car le rapport de l'IEDOM ne prend pas en compte les délais « cachés », puisqu'ils ne se basent que sur le temps de mise en paiement une fois acté l'enregistrement des factures.

VIE DE LA FEDOM

Agenda de la FEDOM

- Déplacement du Président de la FEDOM et de la chargée de mission Pacifique en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie du 30 août au 20 Septembre 2019
- Participation aux conférences téléphoniques organisées par le CMF avec les clusters maritimes des outre-mer, le 3 septembre 2019 à la DGOM

Agenda prévisionnel de la FEDOM

- **SAVE THE DATE : la FEDOM organise un atelier thématique sur le tourisme durant TOP RESA le mercredi 02 octobre à partir de 10H**, dans l'hémicycle de la Région Ile de France au 57 rue de Babylone à Paris (7^{ème}). Cet atelier portera sur le tourisme de sens et l'opportunité qu'il représente pour la promotion des territoires ultramarins.

En savoir plus : <https://fedom.org/wp-content/uploads/2019/09/SAVE-THE-DATE-ATELIER-FEDOM-TOURISME-JPEG.jpg>

- **Le conseil d'administration de la FEDOM se tiendra le mercredi 02 octobre 2019 à partir de 14H** dans l'hémicycle de la Région Ile de France au 57 rue de Babylone à Paris (7^{ème}). Il sera suivi d'un Conseil d'orientation ouvert à tous les adhérents.
- **Les commissions BTP/Logement 9H30, Mer (11H00) et Economie (14H30)** se tiendront le 1^{er} octobre (lieu à préciser)

En savoir plus : <https://fedom.org/wp-content/uploads/2019/09/SAVE-THE-DATE-FINAL-CA-OCTOBRE.pdf.jpg>

VIE DES ADHERENTS

Immobilier en Nouvelle-Calédonie : le nombre de transactions se maintient en 2018

En 2018, le nombre de transactions s'est maintenu, malgré « l'économie morose et de l'incertitude institutionnelle » à la suite du référendum. L'Observatoire de l'immobilier, composé de la chambre territoriale des notaires, de la CCI et de l'ISEE, note 7 ventes d'appartements supplémentaire en 2018, soit une hausse de 0,3% et un nombre de transaction quasiment identique à l'année précédente. Au total, 2 407 transactions immobilière ont été effectuées sur l'année.

En savoir plus: <http://outremers360.com/economie/immobilier-en-nouvelle-caledonie-le-nombre-de-transaction-se-maintient-en-2018/>

Accéder au rapport en intégralité : https://www.cci.nc/sites/cci/files/media-files/Panorama%202018_1.pdf

Martiniquetech organise du 11 au 17 novembre à l'Institut Martiniquais du Sport, l'ITSB, événement immersif qui invite la jeunesse du monde à travailler sur les problématiques structurelles de nos territoires ; à cette fin, l'association recherche des partenaires pour y associer leur image et leurs compétences.

En savoir plus : <https://fedom.org/wp-content/uploads/2019/09/Évènement-MartiniqueTech.pdf>

Le Groupe Suez lance la deuxième édition des Journées de l'innovation autour de l'eau et du recyclage

Les 13 et 14 septembre, la deuxième édition des Journées Portes Ouvertes Innovation organisées par le groupe Suez en Outre-mer permettra à différents publics (clients, institutionnels, médias, scolaires, partenaires et grand public) de découvrir les « coulisses » de la gestion de l'eau et des déchets sur plus de 40 sites dont 7 en Outre-mer.

En savoir plus : <http://outremers360.com/economie/le-groupe-suez-lance-la-deuxieme-edition-des-journees-de-linnovation-autour-de-leau-et-du-recyclage/>

VIE DES PARTENAIRES

Forum Paris pour l'Emploi - Paris 2019

Ce salon – dont la FEDOM est partenaire pour la seconde année consécutive - est organisé par "Carrefour pour l'emploi" et se tiendra les 3 et 4 octobre sur la place de la Concorde à Paris.

Un pavillon dédié aux Outre-mer regroupera les entreprises ultramarines proposant des offres d'emplois en Outre-mer.

En savoir plus : https://fedom.org/wp-content/uploads/2019/09/PPE19_Flyer_OM_148x210mm.pdf

BREVES

L'Aremiti 6 décroche sa défiscalisation nationale

Le haut-commissariat a annoncé mercredi dans un communiqué l'octroi d'une défiscalisation nationale à hauteur de 717 millions de Fcfp pour la société Aremiti, pour financer les 2,4 milliards de Fcfp d'investissement nécessaires à l'acquisition du nouvel Aremiti 6. La défiscalisation locale lui avait été refusée au motif que la société avait déjà obtenu une aide fiscale à l'investissement en 2013.

En savoir plus: https://www.tahiti-infos.com/L-Aremiti-6-decroche-sa-defisc-nationale_a184682.html

La Réunion : les éleveurs toujours inquiets pour leur filière

Il y a quelques mois, alors que la filière canne notamment s'inquiétait de la reconduction des aides de l'Etat, les acteurs de l'agriculture, de l'agro-alimentaire et de l'industrie s'étaient mobilisés sous la bannière "La Production locale réunie". Si les acteurs de la canne ont été quelque peu rassurés depuis, les filières animales elles, sont toujours dans l'attente d'un engagement de l'Etat. C'est pourquoi les éleveurs se sont mobilisés ce mercredi pour crier leur colère.

Les éleveurs ont expliqué qu'ils recevaient, pour le constant développement de la filière et sa modernisation, des reliquats des crédits non consommés par les autres départements d'outre-mer. Or, en 2018, l'ensemble des DOM a consommé l'intégralité de l'enveloppe qui lui était allouée, laissant les éleveurs réunionnais sans cet excédent sachant que l'année dernière, ils avaient réclamé 1,5 million d'euros d'excédent par rapport à l'enveloppe initiale ; mais celui-ci ne sera pas payé, déplorent-ils. (Source : clicanoo).

Desserte aérienne de la Polynésie : French Bee annonce une simplification du transit à San Francisco

Alors qu'auparavant, les passagers en transit vers Tahiti ou Paris via San Francisco devaient récupérer leur bagage en soute après le passage à l'immigration et le réenregistrer avant de passer la sûreté, cette formalité n'aura plus lieu d'être à partir du 4 septembre prochain a annoncé la compagnie.

En savoir plus : <http://outremers360.com/economie/desserte-aerienne-french-bee-annonce-une-simplification-du-transit-a-san-francisco/>

GIE Tahiti Tourisme : à la conquête de nouveaux marchés

Le premier secteur économique du pays se porte bien avec 222 000 touristes accueillis en Polynésie Française ces 12 derniers mois, pour un chiffre d'affaire global de 60 milliards cfp.

L'objectif pour les professionnels du secteur est de maintenir la tendance, mais aussi de diversifier les marchés afin de réduire la dépendance aux marchés nord-américain et européen, qui représentent aujourd'hui plus de 60% du nombre de touristes.

En savoir plus : <https://la1ere.francetvinfo.fr/polynesie/tahiti/polynesie-francaise/gie-tahiti-tourisme-conquete-nouveaux-marches-745597.html>

Nouvelle-Calédonie : une nouvelle ferme solaire à Païta

Cette centrale solaire construite sur terre coutumière, va permettre de produire 3,2 MW, soit l'équivalent annuel de la consommation de 2 500 foyers. Une extension doit lui permettre de produire 5,4 MW crête, soit 7 800 MWh par an (3 200 foyers).

Le gestionnaire du projet indique que cette production d'énergie renouvelable permettra d'éviter l'émission de l'équivalent de 7 000 tonnes de CO2 ou l'importation de 2,2 millions de litres de diesel.

En savoir plus : <https://www.lnc.nc/breve/video-une-nouvelle-ferme-solaire-a-paita>

Nickel calédonien : les entreprises du sud unies pour le projet Lucy de Vale NC

Pour répondre aux appels d'offres de Vale NC liés à la construction de la future usine de traitement des résidus humides (projet Lucy), les entreprises du sud calédonien se sont réunies au sein d'un groupement momentané d'entreprise (GME). Ce GME Grand Sud est composé du GIE des entreprises de Yaté, des SAS Komwaii et Kétéwéta ainsi que du GDPL Ouara de l'île Ouen. Cela a notamment permis de décrocher 33% du marché attribué à la société portugaise Montagil pour la réalisation de la carrière.

En savoir plus : <http://outremers360.com/economie/nickel-caledonien-les-entreprises-du-sud-unie-pour-le-projet-lucy-de-vale-nc/>

Antilles : AIR BELGIUM n'est pas là pour faire un coup d'essai

Le directeur commercial d'Air Belgium de passage en Guadeloupe et en Martinique y a enchaîné les réunions de travail. Il est clair sur la stratégie de la compagnie vis-à-vis des Antilles : elle veut s'implanter sur le long terme.

En savoir plus : <https://www.franceguyane.fr/actualite/economie-consommation/nous-ne-venons-pas-pour-faire-un-coup-d-essai-454370.php>

La Martinique, en passe de devenir le plus vieux territoire de France

Chaque année 4.500 jeunes quittent l'île. À ce rythme, d'ici dix ans, 40% de la population y aura plus de 60 ans. En cause : une faible attractivité économique et un manque d'opportunités par rapport au niveau d'étude de la jeune génération.

En savoir plus : <https://www.europe1.fr/emissions/cest-grand-la-france/la-martinique-en-passe-de-devenir-le-plus-vieux-territoire-de-france-3917090>

Guyane : Greenpeace et le CNRS lancent une expédition de recherche en commun

Le 29 août, Greenpeace a annoncé lancer une expédition scientifique d'un mois au large de la Guyane. Des scientifiques du CNRS participent à cette expédition à bord de l'Esperanza, le navire de l'association écologiste. "L'objectif est de documenter la richesse des écosystèmes marins au large de la Guyane et d'approfondir les connaissances sur le Récif de l'Amazonie", explique Greenpeace.

En savoir plus : <https://www.actu-environnement.com/ae/news/expedition-scientifique-guyane-greenpeace-cnrs-33967.php4>

Bilan positif pour le Comité Martiniquais du tourisme

Le Comité martiniquais du tourisme (CMT) a présenté jeudi dernier son bilan sur ces trois dernières années. Depuis 2017, plus d'un million de visiteurs viennent chaque année découvrir la Martinique. La présidente du CMT entend poursuivre cette dynamique en développant notamment le spiritourisme.

En savoir plus : <https://www.martinique.franceantilles.fr/actualite/economie/bilan-positif-pour-le-cmt-534772.php>

Martinique : rhums : accord conclu pour le rachat de La Mauny et Trois Rivières par Campari

Les négociations exclusives, confirmées fin juillet par les principaux intéressés, ont fini par aboutir.

En savoir plus : <https://www.rci.fm/martinique/infos/Economie/Rhums-accord-conclu-pour-le-rachat-de-La-Mauny-et-Trois-Rivieres-par-Campari>

Flotte française : navires d'outre-mer

Dans son édition du 4 septembre, le Marin répertorie les armements domiciliés dans les départements et territoires d'outre-mer qui alignent une flotte totale de 80 navires, si l'on s'en tient aux unités d'au moins 200 tonneaux de jauge brute avec quelques exceptions de manière à citer des navires de taille inférieure dont l'impact sur la vie locale est important.

ANTILLES GUYANE : plusieurs entreprises manifestent leur intérêt pour la reprise de France-Antilles

Le cabinet Carboni chargé de l'administration judiciaire de France-Antilles, a enregistré à ce jour en date du 5 septembre 2019, huit "manifestations d'intérêt" pour la reprise des activités du journal en Guyane, en Guadeloupe et en Martinique.

En savoir plus : <https://la1ere.francetvinfo.fr/martinique/plusieurs-entreprises-manifestent-leur-interet-reprise-france-antilles-745813.html>

Retraites : « casse-tête en perspective ».

La réforme des retraites continue d'alimenter les débats dans la presse alors qu'**Edouard Philippe** reçoit pendant deux jours syndicats et patronat à Matignon « pour leur présenter son calendrier et sa méthode de travail pour le second round de concertation » (L'OPINION, pages 1, 2). « Age de départ, période transition et économies de court terme seront au cœur des échanges », annonce LES ECHOS. Le calendrier de ce chantier qualifié de « vaste » et « périlleux » par LE MONDE sera révélé la semaine prochaine.

JOURNAL OFFICIEL

JO du 6 septembre

Arrêté du 4 septembre 2019 portant nomination du directeur adjoint de la mer Sud-océan Indien (**Jérôme LAFON**)

JO du 7 septembre

Décret du 6 septembre 2019 portant nomination de la sous-préfète de la Trinité et de Saint-Pierre - Mme **OPPILLIART** (Sabine)



